

## Les transformations de Thionville sous la Monarchie de Juillet (1830-1848)\*

Lorsqu'éclate à Paris la Révolution de 1830, Thionville reste une ville provinciale et lointaine dont les décisions municipales reflètent l'engourdissement : il n'y a que cinq réunions du Conseil au cours du premier semestre, chacune traitant de menus problèmes locaux. La première réaction favorable à l'action révolutionnaire, émanant des notables qui régissent le Conseil Municipal, apparaît le 8 août. Il est intéressant de comparer ces sentiments d'une élite locale aux réactions nées entre 1845 et 1848 : Claude Arnoult, le citoyen alors le plus en vue de la commune, ne parle-t-il pas «de la plus intime communauté de sentiment politique» entre le Conseil et la population puisqu'il écrit malhabilement et précipitamment de sa main que «les citoyens sont venus spontanément donner leur adhésion à la constitution de cette commune provisoire d'arrondissement» ?

En dix-huit ans se développe une commune qui affirme une mentalité originale, d'abord circonscrite à un groupe puis répercutée à l'ensemble de la communauté. En même temps se précise le rôle de Thionville entre ces divers pôles que sont la capitale (Paris), le chef-lieu de département (Metz), et la proximité de trois frontières. Ces transformations se manifestent par les divers aménagements intérieurs de la ville qui s'urbanise progressivement.

\*                      \*

\*

Ce sont des notables orléanistes qui s'expriment au nom de la ville pour soutenir en 1830 le duc d'Orléans, lieutenant général du royaume. Un bel enthousiasme traverse les *Adresses au Roi* où l'on parle de «l'espérance en un bel avenir», de cette «face nouvelle» qu'a prise le pays. Mais le calme n'a cessé de régner en ville malgré quelques incidents entre certains officiers légitimistes et orléanistes. Toujours réaliste, la municipalité commence par réclamer les garanties de la liberté et de la souveraineté nationale considérées comme «les bases inébranlables du Trône». En somme, un évident loyalisme monarchique allié au libéralisme hérité du XVIII<sup>e</sup> siècle, la mentalité d'une bourgeoisie locale de

\* Résumé de notre mémoire de maîtrise sur *La municipalité de Thionville pendant la Monarchie de Juillet (1830-1848)* préparé sous la direction de M.R. Poidevin et soutenu devant la Faculté des Lettres de Metz en 1980 (190 pages 21 x 29 cm, illustré).

propriétaires devenue le soutien d'un régime consolidé par la prestation obligatoire de serment demandée tant aux maires et adjoints nommés par le pouvoir qu'aux conseillers municipaux élus au scrutin censitaire.

Une administration bourgeoise va appliquer les premières mesures de la réorganisation préconisée par la loi municipale du 21 mars 1831, alors même que la «foire aux places» fait se succéder cinq dirigeants en un an (le sous-préfet Teissier, les maires Gallois, Poulmaire, Delaval et Barrault) en liaison avec les remous parisiens au cours desquels *le parti du mouvement* cède la place au *parti de la résistance* qui gardera le pouvoir jusqu'en 1848. On remercie les magistrats d'avoir maintenu «l'ordre et la tranquillité» dans le procès-verbal d'installation de Poulmaire. Les premiers magistrats ne sont-ils d'ailleurs pas des notables locaux par leurs professions : industriel, notaire, officier en retraite ? Le double rôle du maire est clairement précisé : d'abord président du conseil municipal, remplacé en cas d'absence ou d'empêchement par le premier adjoint, également nommé par la même ordonnance ; ensuite présentateur du compte rendu des dépenses. Le maire devient ainsi le tuteur des mentalités et le responsable financier.

Le conseil municipal, composé de 23 conseillers puisque Thionville se situe dans l'éventail des villes de 2500 à 5000 habitants, est réuni pour trois ou quatre sessions annuelles suivant l'article 23 de la loi du 21 mars. Chaque session, qui ne peut excéder quinze jours, est prise en note par un secrétaire de séance nommé «au scrutin et à la majorité», et donc homme de confiance de l'assemblée. Il est intéressant de suivre l'évolution d'une municipalité dont les responsables sont mis en tutelle par le pouvoir central. Se connaissant depuis longtemps, ces hommes mettent sur pied un système collégial d'organisation et de prise en main de la ville, même si le processus d'organisation demeure toujours démocratique et si les conseillers ont toujours à cœur de s'acquitter scrupuleusement de leur tâche. En dehors des sessions ordinaires, toute autre réunion est «extraordinaire» et demeure soumise à une autorisation préfectorale, ce qui illustre le contrôle étroit de l'administration centrale sur les affaires municipales.

Le sérieux de chaque séance du conseil se manifeste dans la tenue des registres de délibérations dont l'ordre et la clarté s'améliorent continuellement. Chaque secrétaire de session semble s'ingénier à la perfectionner car les questions traitées sont soigneusement numérotées et une phrase résume, dans la marge, chacun des problèmes évoqués. De plus, on contrôle les présences car chaque absence est motivée et autorisée par un "exoine". La loi municipale a donc réorganisé et amélioré la vie de la cité. Elle se préoccupe aussi de la gestion financière puisqu'elle entérine la loi financière du 1er février 1800. Les budgets arrêtés par le préfet sont soumis à l'examen du conseil qui procède d'abord à celui des recettes tant ordinaires qu'extraordinaires puis à celui des dépenses. Les recettes connues et approuvées, on peut arrêter l'état d'équilibre ou de

déséquilibre du budget, au vu des différentes recettes ordinaires (impôt local ou centimes additionnels sur les contributions ; amendes de police ; bénéfices retirés des propriétés communales tant foncières qu'immobilières ; produit de la rétribution des établissements scolaires) et extraordinaires fournies par la garnison (primes d'occupation des couchages fournis par la ville ou par les habitants ; loyers des écuries municipales installées dans le couvent désaffecté des Augustins).

L'étude des dépenses est plus intéressante. Elle fournit un état détaillé des besoins ou des aménagements que connaît la ville. Les frais d'administration et les traitements forment l'essentiel des dépenses, suivies par celles de la Garde Nationale et celles des écoles municipales : collège et écoles élémentaires. La multiplication des services et des questions traitées par le conseil s'accompagne nécessairement d'un besoin accru d'employés municipaux : un des rares receveurs municipaux du département, le sieur Hasenwinkel, un commissaire de police et trois agents, quelques gardes champêtres et gardes-tours nécessaires à une ville fortifiée au sein d'un environnement rural, enfin le personnel subalterne comme le garde forestier, le cantonnier, véritable homme à tout faire puisqu'il est aussi garçon de bureau et du cours industriel, garde champêtre et jardinier pépiniériste des «espaces verts» municipaux. La rentabilité des employés semble assurée, peut-être parce que le nombre en est restreint.

La rédaction d'un règlement intérieur prouve l'autorité et le désir d'autonomie du conseil. Certes, ses réunions deviennent moins nombreuses à partir de 1832 - leur fréquence s'élèvera à nouveau à partir de 1845 sans atteindre cependant les chiffres de 1831 et 1832 - mais elles surpassent celles de la Restauration et sont l'exemple d'un bel esprit civique. Ce règlement insiste sur la régularité des séances, l'assiduité des conseillers, l'ordre des débats, sur le souci d'archiver toutes les décisions grâce à un secrétaire de séance élu. Tout concourt à rendre le conseil véritablement collégial devant lequel «tous les articles sont lus et soumis à délibération (du conseil)» qui après discussion, arrête (une décision) (CM 25.2.1833 n° 332). Toute décision est écrite sur le registre ainsi que chaque proposition ou rapport. L'ensemble forme un procès-verbal lu et approuvé à la séance suivante. Aucune proposition d'un conseiller n'est votée avant d'être discutée, appuyée de preuves ou de rapport. La présidence du maire, dont c'est le rôle principal, n'exclut pas l'égalité entre tous les membres d'un conseil véritablement démocratique.

La mairie où siège le conseil fait partie d'un ensemble administratif aujourd'hui disparu sur l'emplacement de l'actuel temple protestant. Autour d'une cour centrale se répartissent les bâtiments de la sous-préfecture, du tribunal et de la justice de paix. Mais cette cohabitation n'implique pas que la ville doive supporter tous les frais de réparations et d'embellissement, aussi refuse-t-elle de contribuer à la dépense d'une grille établie à l'entrée de la cour commune comme le désirerait le sous-

préfet (*CM* du 26.2.1833 n° 332). Bel exemple d'autonomie locale qui assure le respect de l'autorité du conseil à l'intérieur de la cité en acceptant ou en refusant les demandes des particuliers, même si celles-ci s'appuient sur la fidélité à des servitudes reconnues par des lois antérieures, telle celle des bouchers de la ville pour obtenir le droit de parours et de vaine pâture sur le ban urbain comme l'autorise la loi du 28 septembre 1791. Cependant, le contrôle de l'Etat viendra contrebalancer les décisions municipales dès 1835, à la suite de l'attentat de Fieschi. N'est-il pas dit que «lorsque les conseillers municipaux jugeront insuffisant le nombre de gardes champêtres ordinaires, ils détermineront combien il doit en être nommé d'autres supplémentaires, le maire les proposera et le conseil les agréera, leur nomination sera ensuite présentée au sous-préfet pour être par lui approuvée s'il y a lieu»? (*CM* 29.8.1834 n° 101).

Mais la première contingence imposée à la ville reste la contribution personnelle et mobilière, contribution directe dont il est le plus question dans les délibérations aux dépens de la contribution foncière ou de celle sur les portes et les fenêtres, sans doute parce que Thionville est située dans un parcellaire de petites propriétés de vignes et de vergers et que le train de vie des habitants les plus imposés reste relativement modeste ou peu voyant du fait de leur résidence fréquente ou occasionnelle dans leur propriété campagnarde. D'ailleurs le citoyen réputé le plus riche de la ville n'arrive qu'à la 9<sup>ème</sup> place sur la liste générale du jury électoral du canton de Thionville. Il s'agit de l'ancien receveur des contributions indirectes, Georges de Lemud. Les conseillers municipaux ne sont cités que dans les deux derniers tiers de la liste : Marchal, Trotyanne, Elminger, Didion, Plassiart, Herga, Mer, Maritus, Putz, Curé, André, Néron, Plagnieux, Arnoult, Teinturier, Renouard, Freminet, Vanderpol, Krismann, mais ils sont tous là, ces propriétaires ou ces juristes.

L'octroi et la contribution indirecte restent soumis à l'approbation du Directeur des Contributions Indirectes siégeant à la préfecture de Metz. Ce dernier envoie également des observations auxquelles le conseil doit obtempérer en désignant diverses commissions d'études. Les heurts sont fréquents entre l'autorité municipale et le pouvoir administratif puisque le conseil subit la pression des marchands en gros et des «débitants» de boissons les plus imposés à la patente, dont certains participent au vote des droits d'entrée sur les boissons comme l'autorise l'article 90 de la loi des finances du 21 avril 1832. La facilité avec laquelle on peut trouver ces commerçants (Néron, Didion, Weber, Fresney, Weymerskirch, Mangin, Boidard, Gadant, Dor, Tattevin) laisse supposer qu'un nombre important de débits de boissons couvrait, avec ceux des habitants, les besoins de la garnison.

Le conseil sait protéger les intérêts commerciaux de la ville comme le prouve son refus d'augmenter l'abonnement annuel consenti à la taxation des huiliers en invoquant « ses devoirs de concilier tous les intérêts et d'encourager l'industrie plutôt que de l'entraver» (*CM* 28.8.1835 n° 232). Devant cette volonté municipale, le pouvoir saura renforcer son

centralisme et briser, après l'attentat de Fieschi, toute tentative d'opposition violente ou pacifique. Pour Thionville, l'illustration de cette reprise en main reste la nomination comme maire de Delaval. Désigner un ancien officier, c'est assurer la prééminence du fait militaire en cette période troublée. Nommer un maire d'origine extérieure, même s'il est bien intégré à la cité, c'est briser l'esprit d'indépendance de cette place de l'Est.

Car l'autorité centrale s'appuie sur l'armée. En réorganisant régulièrement la place de Thionville, l'Etat peut pratiquer une politique de chantage sur les finances de la ville. Promue place de première classe en 1834 avec l'installation de deux régiments complets, l'un d'infanterie légère, l'autre de cavalerie, Thionville concentre ainsi 1400 à 1700 soldats (*Verronnais* 1834). Ce qui accroît les problèmes habituels d'hébergement des hommes et des chevaux, car c'est la présence d'une cavalerie, arme noble et d'un revenu plus important, qui fixe le classement de Thionville en première classe. Deux écuries sont proposées par la ville : celle des Augustins et celle de l'ancienne Halle, sises alors à l'emplacement de l'actuelle place du Luxembourg. Leur aménagement, qui a coûté 26.000 francs, permet à la ville de refuser la cession de la Terrasse des Capucins (actuellement caserne des pompiers) comme parc de matériel de l'artillerie.

L'Etat intervient également dans le désarmement de la Garde Nationale «proposé» le 26 septembre 1835 (*CM* n° 224) car «130 fusils... excèdent les besoins (de la communauté) pour lesquels la ville dépense environ cent francs par an». Les fusils seront entreposés non pas dans les magasins de l'Etat comme il était demandé, mais dans les magasins de la mairie pour les citoyens «intra muros» et «entre les mains» des gardes nationaux des annexes. Le conseil demande en plus une inspection plus rigoureuse des armes. Encore une fois se manifeste l'esprit d'autonomie dans le respect des lois anciennes, comme celles de 1791 ordonnant que le nombre des armes confiées aux citoyens soit constaté par l'autorité municipale lors d'un compte trimestriel.

Le Roi reste cependant le «brave de la Garde Nationale» plus parce qu'il incarne l'idée monarchique que pour être sorti indemne de l'attentat alors qu'il passait en revue les Gardes parisiens. L'*Adresse* qui lui est envoyée témoigne d'une émotion sincère au-delà des formules toutes faites et la fidélité au roi demeure intacte depuis «les jours magiques de juillet» puisque les lois «affermissent l'ordre et garantissent les libertés». La loi, source du pouvoir constitutionnel, demeure le fondement de l'ordre social et «le sang des braves de la Garde Nationale» scelle un contrat que le roi aurait tort de ne pas respecter à l'avenir puisque son pouvoir lui est confié par la Nation. Les lois anti-républicaines ne semblent pas affecter une société locale qui reste bourgeoisement libérale selon les principes philosophiques du XVIII<sup>e</sup> siècle.

Deux exemples précis peuvent illustrer ce libéralisme. Le premier témoigne d'une conception d'ordre général. Lorsque des avocats défendent la ville lors du procès engagé par celle-ci contre l'architecte Blondin à propos des vices de constructions constatés dans le théâtre municipal, ils ne réclameront pas d'honoraires (évalués à 400 francs) mais feront appel à «la munificence du conseil et à l'application qu'il saura faire des résultats obtenus» (*CM* 26.5.1832 n° 295). C'est qu'ils exercent une profession libérale ! Un autre exemple, plus local, nous permet d'apprécier l'application par Thionville des «idées» de l'époque. Le conseil soutient en 1832 la demande de Hayen, commissaire principal des temples israélites de l'arrondissement, au sujet des difficultés que rencontre la petite communauté juive, obligée d'inhumér ses morts «à Metz ou ailleurs». Le conseil lui concède un terrain dans le cimetière urbain, en application du décret du 23 prairial an XII, mais ce terrain reste très exigu. Il faut moins imputer cette exigüité au manque d'empressement des Thionvillois à accueillir les Israélites qu'au manque de terrain disponible, car on relève la présence d'un, puis de deux israélites au conseil municipal.

Le pouvoir central relâche son emprise autoritaire à partir de 1845 quand la crise économique commence à faire sentir ses effets. Le budget municipal est dès lors associé à celui de la charité. En effet, la municipalité se charge de gérer la charité individuelle en invitant même les habitants à supprimer «les distributions en argent à la fin des enterrements car elles sont trop modiques... et à les remplacer par des dons volontaires au bureau de bienfaisance». De plus, un budget supplémentaire pour les secours s'ajoute dès 1842 au budget principal de la caisse de charité répartie entre deux établissements : l'hospice civil et le bureau de bienfaisance géré par les épouses des conseillers. Ces deux organismes sont situés dans le bâtiment de l'actuel Hôtel de Ville. Les palliatifs de la misère sont insuffisants et l'Etat, la municipalité ou certains particuliers doivent séparément ou conjointement tenter de remédier au malaise social. Le conseil est le premier à se charger des secours apportés à la Communauté en puisant d'abord dans les recettes produites par les droits de place sur les marchés aux bestiaux et sur les foires, en canalisant ensuite les secours de la charité individuelle. Les journaux départementaux publient d'ailleurs la liste des souscripteurs et le montant de leurs dons, ne serait-ce que pour les remercier ou entraîner l'élan de générosité au cours des années 1846 et 1847 au moyen de loteries, de dons, de spectacles de charité afin de subvenir au besoin le plus immédiat : la nourriture quotidienne.

Le mouvement de solidarité doit s'étendre au département : versement d'une subvention au dépôt de Gorze suivi d'un amenuisement de ces dons malgré le rappel du préfet auquel on signale «la situation déplorable des finances de la ville». Il ne faut pas en conclure que l'égoïsme triomphe ni que la détresse financière l'empêche de secourir les misérables. Les secours aux inondés de la Loire en novembre 1846 ne sont-ils pas votés «aux acclamations et à l'unanimité» ? Les relations avec le gouvernement tendent cependant à devenir plus aigres depuis 1846.

Responsable des intérêts de la ville, le maire se voit contraint de répondre à un nombre sans cesse croissant de questions posées par les différents ministères qui songent à augmenter les charges des trois domaines traditionnels de la ville, à savoir l'enseignement, l'octroi et la garnison. Pour subvenir aux frais occasionnés par la communauté, la surveillance se précise sur les propriétés et ressources communales. La réorganisation partielle de l'octroi par la loi du 10 mai 1846 (qui remplace le droit par tête sur les bestiaux par un droit au poids, plus équitable) n'empêche pas la municipalité de maintenir les deux taxations par crainte d'une diminution des recettes. Le budget alloué à l'enseignement reste insuffisant et nécessite le vote d'un crédit supplémentaire et une imposition extraordinaire de centimes additionnels sur les principales contributions (CM 3.6.1846).

Des menaces pèsent sur la garnison de Thionville puisque la place perd un régiment et que les promesses faites au sujet du casernement de cavalerie au Fort ne sont suivies d'aucune réalisation. Lettres et délégations volontaires envoyées à Paris sont sans effet. Le conseil se rapproche de la capitale comme en 1830 et 1831, mais pour réclamer, cette fois-ci, un droit et non pour appuyer une politique d'espoir. La crainte de l'autorité supérieure est bien terminée ainsi que la confiance, d'ailleurs. Soutenu par les conseillers municipaux, le nouveau maire Berteuil, succédant au maire Barrault en 1846 (devenu lui-même maire après la mort de Delaval en 1836), prend des décisions d'intérêt local sans tenir compte des avertissements préfectoraux. Berteuil et ses deux adjoints Pean et Spire seront reconduits par ordonnance royale du 10 novembre 1846, car le gouvernement préfère laisser à ces «amis de l'ordre» la fonction d'administrateurs municipaux (CM 23.9.1846 n° 50). Mais ces trois hommes jouent un rôle de direction moins important qu'auparavant puisqu'ils préférèrent «se conformer aux vœux du Conseil» (CM 11.11.1846 n° 46) par suite du prestige croissant de certains conseillers qui leur adressent des observations auxquelles ils répondent avec empressement. L'attaquant le plus véhément et le plus constant est Claude Arnoult qui acceptera le mandat de maire le 2 mars 1848 par «acte de dévouement à la République ainsi qu'aux intérêts de la ville et de ses habitants». Le radicalisme d'Arnoult, non exempt de démagogie, sape peu à peu l'initiative et la prudence de Berteuil, car «les intérêts matériels de la ville sont d'abord placés entre les mains du conseil municipal et... l'administration n'est chargée que de l'exécution de sa volonté et de ses décisions» (CM 4.3.1848 n° 15). La transformation des habitudes et de la mentalité politique est accomplie : les républicains dirigent la ville après la révolution de 1848, le sentiment communautaire est directement issu de la crise économique des quatre années précédentes.

\*

\*

\*

Au début de cette étude, nous avons présenté Thionville comme une cité repliée sur elle-même. La première cause en est son statut de place forte qui l'enferme dans un corset de fortifications imposantes, tant sur la rive gauche de la Moselle, où la ville est encerclée dans ses remparts, que sur la rive droite où se trouve le fort lui-même, protégé par le Couronné de Yutz.

En 1830, Thionville est une place de deuxième classe dirigée par un Etat-Major de Place composé de cinq officiers, entretenue par un Etat-Major du Génie dirigé par Lenternier, le militaire le plus cité dans les délibérations municipales. La garnison comprend deux régiments, l'un de cavalerie et l'autre d'infanterie. Elle est encore, à cette date, fortement tournée vers la ville de Luxembourg mais elle ne tardera pas à s'adresser à celle de Metz sous l'impulsion du ministère de la Guerre qui décide de prendre à son compte particulier le loyer de 250 lits, par l'entremise de négociants messins. Force est ainsi de reconnaître que les directives gouvernementales orientent Thionville vers le chef-lieu de département : la centralisation administrative est en route.

Les promesses du gouvernement favorisent la centralisation et la complaisance municipale. N'affiche-t-elle pas l'intention de réunir le maximum de troupes à l'intérieur de la place ? Ces promesses ne seront pas tenues... Si l'effectif total se stabilise autour de 1800 hommes jusqu'en 1846, dès cette date, la brusque diminution des effectifs (réduction de moitié du nombre des régiments) explique en partie le discrédit du régime. Il n'empêche, qu'étranglée dans son enceinte fortifiée, la ville connaît un encombrement dangereux, même s'il représente une «récompense» accordée aux habitants ou s'il renforce la défense frontalière. Il est cependant difficile d'imaginer une cité de 4000 âmes, enfermée dans une enceinte continue, avec en plus une garnison qui est souvent «plus nombreuse que cette population». L'étouffement se trouve réduit par le fait que Thionville est au centre d'un réseau de voies stratégiques dont la fonction est d'assurer la traversée de la Moselle à la jonction de la route royale vers Metz et des routes départementales 1 et 12 vers Trèves et vers Longwy. Thionville est donc une ville-pont, que résume la présence d'un vieux pont-couvert, construit en bois au XVII<sup>e</sup> siècle. Son état de grand délabrement nécessite l'intervention de l'Etat puisque «... cette communication est surtout utile au Génie militaire, aux commerçants et au département» (CM 20.2.1833 n° 318). La ville refuse d'ailleurs de contribuer à sa reconstruction par le moyen d'un péage puisqu'elle «n'a absolument rien sur la rive droite de la Moselle».

L'accord entre la ville et l'Etat se fera plus facilement au sujet des «chemins de grande communication» entre la vallée de la Moselle et le Pays-Haut. La ville est ainsi désenclavée et peut nouer des liens avec Longwy qui entrevoit son avenir sidérurgique. Premier exemple de développement du réseau routier qui fait de Thionville, non plus seulement la première ville après la frontière, mais l'un des maillons du réseau



urbain du nord de la Lorraine. Les deux projets de développement des axes de communication se réalisèrent au tournant des années quarante, l'un pour des raisons stratégiques, l'autre pour des raisons économiques, mais les intérêts locaux de la ville sont poussés en avant par la municipalité.

Centre d'une région viticole dont la production est localisée sur la côte de Guentrange, Thionville est menacée, en 1837, par la réduction de l'allocation allouée par la loi aux vins qui ne se conservent pas et que l'on est obligé de consommer immédiatement. La nécessité s'impose donc d'étendre les voies de communication pour sauvegarder une économie d'autosubsistance car le roulage reste le seul moyen de relier la ville à la région. Onze diligences quotidiennes arrivant de Metz, de Sierck, de Luxembourg et de Bouzonville transportent environ 110 individus parmi lesquels se trouvent en moyenne 22 voyageurs de commerce (*Verronais* 1835 et *CM* 15.5.1839 n° 156). Le trafic privilégié est celui de Metz à Thionville pour lequel le sieur Gerder-Négrier, sis au numéro 2, rue et place de la Cathédrale à Metz, «fait partir tous les jours deux bonnes diligences.... de Metz pour Thionville et Thionville à Metz. La première part à 5 h du matin et la seconde à 4 h du soir».

Nécessaires au développement des villes, ces voies sont aménagées par le gouvernement pour relier centres urbains et régions économiques. Dès 1836, le préfet propose le classement de divers chemins communaux dans ceux de «grande communication» : ceux de Thionville à Metz par la rive droite, de Thionville à Longwy par Terville, Florange et «Schrémange», de Thionville à Havange. Seul l'ouvrage vers Longwy emporte l'adhésion du conseil car les autres projets entraîneraient «la commune à des frais considérables» d'autant plus que les avantages retirés seraient inférieurs aux dépenses de construction. Le pouvoir saura obliger la ville à participer aux frais d'entretien, ce qui entraînera de menues contestations et des retards volontaires pour créditer certains ouvrages d'art pendant les travaux qui durèrent jusqu'en 1842.

Considérée comme centre local, Thionville est bien plus préoccupée de son rôle de ville-pont. Le pont couvert devient la préoccupation principale. Son délabrement est tel que la ville sollicite l'aide du Conseil général en 1836 après que l'adjoint Abel se soit entretenu sur ce sujet pendant plus d'une heure avec les princes d'Orléans lors de leur passage dans la cité : le pont de bois est devenu «absolument nécessaire pour le trafic des civils mais (il garde) un rôle militaire incontestable puisque (c'est) le seul pont entre Metz et Trèves» (Stiller et Ancel, *Thionville et sa rivière la Moselle*). La ville refuse les deux propositions gouvernementales d'aide à la reconstruction, la première étant de classer le pont au nombre des routes royales, la seconde de financer la reconstruction par un droit de péage. Les arguments de la ville sont que l'usage du pont est «en droit acquis à la ville et aux habitants puisque le pont existant de

tout temps est la seule et unique communication des deux rives de la Moselle». De surcroît un péage «nuirait à la prospérité de la ville, au commerce et à l'industrie des habitants» (CM 24.8.1836 n° 328).

La municipalité a beau jeu de maintenir son refus puisque la Moselle devient une artère commerciale de première importance avec l'intérêt porté à la houille et la construction de canaux de jonction comme celui de la Marne, pour lequel l'Etat souhaite un détournement d'une partie des eaux de la Moselle entre Remiremont et Epinal. Les maires de nombreuses communes s'unissent pour surveiller ces projets et conserver l'avantage que représente la Moselle pour le département puisque «vu l'état actuel de l'industrie, cet avantage est dans l'avenir» (*Verronais* 1844) et que la situation de Thionville la fait participer au commerce vers Trèves et Coblenze pour le trafic du bois de construction des Vosges et l'approvisionnement en blé des régions rhénanes (CM 28.9.1840 n° 240).

Aussi la ville sort-elle de son isolement. Les questions traitées en réunions municipales dépassent l'intérêt purement local à partir de 1840. Une vie locale organisée dans un réseau régional bien structuré semble désormais être le cadre de son développement. En témoigne le remplacement, à partir de 1841, du vieux pont de bois par un pont de pierre qui sera un «ouvrage d'art composé de cinq arches, entièrement aux frais du département de la Guerre» (CM 31.3.1843 n° 18F). C'est donc la place forte qui est mise à contribution et non la ville commerçante ni le chef-lieu d'arrondissement qui se contente d'une subvention de 25.000 francs, payée en trois versements. Mais c'est une municipalité endettée qui inaugure le nouveau pont le 1er novembre 1846 en présence des autorités départementales et municipales.

Thionville abrite alors 5712 citoyens au sein d'un arrondissement de 130 communes totalisant 87461 habitants (*Verronais* 1844). Ses échanges commerciaux se développent dans tout l'arrondissement à compter de 1844 par le moyen des foires dont la multiplicité commence à l'inquiéter. Celle-ci nuit au commerce, tant au niveau cantonal (Volkrange, Ay, Hettange-Grande, Hayange) qu'à un niveau plus large, avec la foire de Rombas qui pourrait gêner les influences commerciales de Metz ou Thionville, car désormais la mentalité locale s'ouvre à un esprit d'entreprise moins circonscrit dans d'étroites limites et plus ouvert au monde extérieur. Les services de l'arrondissement intéressent d'abord les hommes, avant tous les malheureux (accueil des aliénés dans les locaux de l'hospice plutôt que de les joindre aux condamnés ou aux prévenus dans la prison ; participation financière au dépôt de mendicité à Gorze), mais le chef-lieu est associé au développement régional (aide à la construction d'un dépôt de remonte à Nancy, avis demandé sur l'établissement d'un chemin de fer reliant Paris à Metz).

L'essor de la départementalisation ne semble pas contrarier Thionville dans la mesure où la ville garde son pouvoir de choix et de décision ainsi que la liberté de défendre ses intérêts, par l'intermédiaire de ses

conseillers généraux : le négociant Poulmaire, le juge d'instruction Sechehay, le maître de forges d'Ottange, Cochard et les deux propriétaires de Sierck et de Guénange, Renault et Pion. Si la municipalité voit d'un œil favorable l'association administrative avec Metz, il n'en est pas de même sur le plan économique et financier. Le problème du transfert de la douane de Thionville à Metz illustre depuis 1834 ce duel entre les deux villes. Si le gouvernement accélère le transfert dans un souci de centralisation administrative, il ne peut rester insensible à une mesure «aussi nuisible aux intérêts de la ville, centre auquel venaient aboutir les pays circumvoisins placés sous une domination étrangère» (CM 9.10.1834 n° 103). Thionville a désormais des ambitions plus larges. Elle a réalisé en dix ans, de 1834 à 1844, sa réorganisation interne et a solidement établi son prestige communal par de nombreuses réalisations urbaines et humaines.

\*                      \*

\*

Examinons tout d'abord les réalisations en faveur de la population, désormais prise en charge par une assemblée de notables dont on ignore, sauf exception, les sentiments pendant ces dix-huit années. Il ne faudrait toutefois pas croire que les notables sont égoïstes et ne songent pas à elle, mais leurs soins reflètent le libéralisme qui a inspiré tous leurs actes.

Un enseignement plus ouvert est la première manifestation de ce libéralisme appuyé sur la loi Guizot du 28 juin 1833 qui réorganise l'enseignement élémentaire, conjointement aux décisions des notables pour l'établissement du collège de la ville. Celui-ci est situé dans l'ancienne église des Augustins et, dès 1833, le Conseil approuve les plans et devis de réparations et d'aménagement des salles vu que «l'accroissement prodigieux» du nombre des élèves a forcé le principal à en refuser et à réduire le nombre de salles pour les cours industriels gratuits qui servent à occuper en hiver les enfants «des couches populaires». Les écoles élémentaires, moins prestigieuses, provoquent moins la sollicitude municipale qui se contente, au début, d'une ouverture d'école à Haute Guenrange, annexe où certains conseillers ont leur demeure rurale. L'enseignement n'est d'ailleurs ni gratuit, puisque soumis à la rétribution communale, ni obligatoire, puisqu'ultérieurement les instituteurs des annexes agricoles comme Saint-François se plaindront de l'absentéisme des élèves pendant les travaux d'été. Ce n'est qu'en 1843 que les écoles s'étendront aux annexes de la Malgrange, de la Grange et de Saint-François. Le soin des conseillers porte davantage sur l'école primaire supérieure créée par Guizot dans chaque chef-lieu d'arrondissement et où des régents de collège assurent un supplément d'instruction aux élèves pauvres mais doués. Un système de bourse ou plutôt d'exonération de la rétribution est accordé aux élèves pauvres et méritants qui ont le privilège d'être

alors appelés «élèves gratuits». Le conseil municipal finance les écoles et assure le traitement des enseignants, dans le souci louable d'instruire un grand nombre de citoyens. Le but n'est pas uniquement désintéressé. C'est aussi un moyen de rehausser le prestige de la ville.

Ce prestige rend nécessaire la reconstruction du bâtiment de l'ancien hôtel de ville, reflet de l'orgueil des notables. Les travaux entrepris sont assez importants pour diviser la commission de surveillance sur le mode d'adjudication des travaux et de paiement. L'emporteront une adjudication à direction unique et un paiement par voie d'emprunt de 50.000 francs sur la décision des notables et des plus fortunés de la ville qui, encore une fois prennent en charge son avenir sans qu'apparemment aucune dissension ne transparaisse dans les délibérations. Les travaux sont sans doute terminés en 1835 puisque le conseil accorde une allocation pour l'ameublement de la salle de réception utilisée «pour les fêtes données par la ville, les concerts et les bals de la souscription annuelle arrêtée par l'administration municipale et la commission administrative des bals» (*CM* 13.9.1835 (257)).

Le beffroi demeure le signe évident des franchises municipales et bénéficie des mêmes réparations que l'hôtel de ville qu'il surplombe. La reconstruction supérieure est presque complète pour le côté méridional tandis qu'en 1837 les façades orientale et septentrionale ne sont que partiellement restaurées. Un crédit de 200 francs est débloqué pour la construction d'une pièce servant de magasin ou de chambre de domestique au premier étage. Le total des frais s'élève à 3.500 francs et les travaux sont exécutés sous la direction de l'architecte Derobe que le conseil déclare responsable des plans, devis et travaux. La municipalité s'entoure de toutes les garanties nécessaires pour se protéger des surprises éventuelles, après que le préfet et le conseil des bâtiments civils aient accordé leur approbation le 16 février 1832. La réception des travaux à lieu le 8 février 1839 et surprend par un dépassement du coût pour l'aménagement intérieur. Le conseil s'aperçoit, un peu tard, du prix de revient des aménagements de prestige quand la caisse municipale reste la seule à en supporter les frais.

La salle de spectacles installée dans l'ancienne chapelle des Capucins (actuellement Casino Municipal) est nécessaire à une ville de garnison et à une sous-préfecture. On s'en préoccupe dès 1832, lorsqu'on s'aperçoit des vices de construction dus à l'entrepreneur Blondin en 1822. Ce dernier devra s'incliner en 1836 : la justice le condamne aux travaux de restauration. Cependant, alors que certaines représentations attireraient jusqu'à 800 spectateurs, le théâtre périclité à cause de la désaffection du public. En 1839, une solution est trouvée qui fait dépendre la direction du théâtre de celui de Metz.

Un autre souci d'embellissement urbain demeure l'entretien des rues communales avec la pose de vanes «à l'ouverture des deux égouts actuels des rues de la Vieille Porte et de la Poterne, pour empêcher les

reflux des eaux de la Moselle aux époques de grande crue». L'état des rues reste un problème important et urgent puisque rien n'a été fait depuis les travaux du siècle précédent. C'est une ville du XVIII<sup>e</sup> siècle, soumise à la circulation des troupes, des marchandises et des voyageurs, qui doit entreprendre la rénovation des ses axes principaux. Il s'agit d'abord de remettre en état les trottoirs dès le 17 novembre 1836. Le conseil opte pour le mode de pavement le moins coûteux et le plus facile en utilisant les pavés d'Hettange qu'il étendra de la place du Marché jusqu'à la voûte du pont couvert. L'axe principal - rue de Paris, rue de Luxembourg - est ainsi remis en état bien qu'il appartienne aux Ponts-et-Chaussées en tant que route royale. En 1840, on s'en prend à l'alignement des rues, car sur les 25 rues ou places, dix seulement ont été alignées par Cormontaigne au XVIII<sup>e</sup> siècle. Le restant doit reculer ou avancer par mesure de «sécurité publique», soit toutes les rues qui ne vont pas directement de la Place d'Armes au pont couvert (trajet militaire) avec 124 maisons à aligner, surtout celles du centre commerçant. L'importance des rues est sensiblement répartie comme aujourd'hui, puisque Thionville s'ordonne autour d'un axe central qui n'a jamais varié.

Les aménagements se poursuivront de 1841 à 1846 d'abord par l'entretien ou la réfection des pavés et des trottoirs de la ville *intra muros*, puis par celui des chemins communaux, enfin par l'aménagement des bois de la ville. Envisagée dès 1841, la réfection des trottoirs impose la consultation d'une société extérieure à la ville, la Société des mines d'asphalte de Lobsann. La Place du Marché, cœur de la ville et point d'intersection de deux rues animées, doit aussi être aménagée, ce qui permettra au conseil de montrer son autorité et son sens communautaire en déloguant deux particuliers qui y ont élevé des bâtiments sans autorisation. C'est l'affaire Arnaud-Jaminet qui traînera en longueur avant d'être réglée à l'amiable. Nouvel exemple de conflits pacifiques opposant autorité municipale et intérêts particuliers au cours de cette première réorganisation urbaine depuis le début du siècle. Le pavage des axes principaux entraîne celui des axes secondaires mais dans ce cas c'est l'architecte de la ville et des sociétés locales qui s'en occupent, pourvus financièrement par la caisse municipale. Comme une boule de neige, suivent les travaux d'éclairage urbain, à chaque entrée de la ville et sur le nouveau pont de pierre. Viennent ensuite les travaux de salubrité concernant surtout l'adduction en eau potable, car les puits sont souvent à proximité des égouts et des latrines et les citadins utilisent l'eau de la Moselle pour le lavage, l'arrosage des rues et des cours, la cuisson des aliments et la boisson. Le seul moyen retenu pour se procurer une eau saine et abondante consiste à mettre en communication avec la Moselle «le puit de grande capacité et dans un état parfait au bastion un sur les remparts». Les frais de construction sont supportés à portions égales par la ville et le ministère de la Guerre.

La vicinalité continue d'occuper le conseil qui décide de faire réparer les chemins conduisant aux annexes. Ainsi se développent, en une sorte d'agrandissement concentrique, des mesures d'aménagement partant du cœur de la cité à la périphérie, de celle-ci aux bois communaux de 318 hectares qui sont cantonnés et aménagés, aux propriétés municipales, principales sources de revenus.

L'intérêt des habitants, vivants ou morts, reste du ressort du conseil qui se soucie d'abord des morts en agrandissant le cimetière urbain, propriété municipale dont le conseil de fabrique de l'église Saint-Maximin conserve l'usufruit. Cependant les grandes réparations sont du ressort municipal, qui constate les abus nés du creusement anarchique des fosses et du choix désordonné des emplacements. Le désordre est également administratif, car certaines familles possèdent abusivement des places et occupent «les fosses des indigents (qui) ne portent aucun indice ni de la date d'inhumation ni du nom de l'enterré». Un plan du cimetière et un registre des concessions temporaires ou à perpétuité dans les deux cimetières de Saint-François et de Guentrange sont consignés à la mairie. Chaque acte de vente ou de renouvellement devient un acte administratif dont la régularité, calquée sur celle du cimetière de Metz, n'empêche pas la municipalité d'honorer les héros locaux en leur accordant, après de longs débats, une concession gratuite, comme pour le sous-préfet Gallois, né à Yutz et décédé à Thionville en 1845.

Les besoins intellectuels des vivants sont comblés par l'installation d'une bibliothèque dans les salons et les chambres inoccupées de la mairie. Elle prête gratuitement aux lecteurs un fonds de livres achetés par la ville ou fournis par l'administration centrale. Un bibliothécaire, nommé et payé par le conseil, est chargé de gérer l'établissement dont les livres nouveaux sont choisis par le maire et une commission municipale. On peut se demander quels critères déterminent ces choix par une administration nommée et contrôlée par le pouvoir. Certes, cette tutelle des esprits est limitée par le nombre restreint d'habitants cultivés. Ceux-ci satisfont leurs ambitions culturelles en instituant, en 1844, une *Société du Cercle Littéraire*, active depuis 1841 et logée au deuxième étage de l'hôtel de ville.

Encore une fois, intérêt général et intérêts particuliers sont unis. Chaque habitant a les mêmes droits civiques dans l'utilisation des services communaux, mais les décisions restent l'apanage d'une élite locale dont certaines initiatives n'évitent pas le paternalisme. La création de la Caisse d'Epargne en 1835 n'illustre-t-elle pas cet aspect qui veut «offrir à tous les citoyens amis de l'ordre et de l'économie les moyens d'accumuler leurs moindres épargnes, d'en retirer un intérêt, et de se préparer par leur sage prévoyance une existence indépendante»? Elle est établie chez Hazen-Winckel, le receveur municipal installé rue Neuve et qui tient son

bureau ouvert tous les dimanches matins. Son administration est exercée gratuitement par 14 notabilités dont le sous-préfet, le curé et le directeur du collège.

Sens de l'économie et souci de rentabilité se développent puisque en dix ans, de 1836 à 1846, l'effectif des métiers ne cesse d'augmenter malgré une baisse de population consécutive à la diminution de la garnison. L'explication réside dans le rôle de Thionville comme centre des métiers et des boutiques pour le canton et l'arrondissement. Le nombre des foires augmente et par conséquent les demandes d'autorisations affluent au Conseil Municipal, pour les mois de janvier, février, mars, mai, juin, novembre et décembre. Quant aux marchés, ils sont au nombre de trois : les 31 mars, 2 et 4 avril. Chacun reçoit environ 2569 visiteurs, dont la moitié vient de la ville, quoique ce soient «des jours de fête pour les campagnards qui affluent et sont d'autant plus disposés à la dépense que leurs récoltes sont rentrées et leur aisance renouvelée». Ainsi, l'activité de chacun est encouragée et, par là même, une certaine aptitude à participer au gouvernement du pays, donc à l'activité de la cité.

Les citoyens doivent aussi participer au service communautaire. En conséquence, la Garde nationale revient au premier rang des préoccupations municipales avec la création du corps autonome de sapeurs-pompiers en 1842 après la destruction de l'usine Neveu à Beauregard. Il est également nécessaire de ne plus dépendre des secours militaires. L'industriel Poulmaire se charge d'établir le règlement de cette nouvelle compagnie sur le modèle de l'organisation du bataillon de sapeurs-pompiers de Metz en tenant compte des particularités thionvilloises où la population et les revenus sont plus restreints. Les sapeurs-pompiers forment un corps municipal de 32 hommes (tous volontaires et placés sous l'autorité du maire) distinct de la Garde nationale. Si les fonctions de pompier sont d'abord exercées gratuitement, des récompenses sont prévues pour les services importants. Par la suite, les difficultés de recrutement obligent le conseil à solder les pompiers, puis à retenir un cinquième de leur solde afin de constituer un fonds de retraite au terme de vingt années de service. Une pension d'invalidité est prévue en cas d'infirmités, blessures ou maladies de service ainsi qu'une pension viagère proportionnelle pour la veuve et les enfants mineurs d'un pompier mort en service.

Un souci d'ordre administratif remplace le côté «bon enfant» des années antérieures. Les bâtiments administratifs sont assurés contre l'incendie, sur le coût des travaux de réparation et de transformation. La population imposée est recensée régulièrement tous les cinq ans. Chaque citoyen est appelé à plus de responsabilités. Si le nombre des places gratuites s'accroît dans les écoles, le principal du collège est déchargé de cours afin de s'occuper exclusivement de ses tâches administratives. Chacun ne doit-il pas apprendre «... à délibérer, à se connaître, à

s'administrer, à avoir la dignité de soi-même» ? Mais l'esprit de progrès ne va pas cependant jusqu'à inclure la participation féminine puisque «les femmes en sont privées pour la raison qu'il n'entre pas dans nos mœurs ni dans les sociétés délibérantes».

Ainsi, pour la première fois, maire et conseillers tentent-ils de faire partager par tous les Thionvillois la responsabilité du sort commun. Ne propose-t-on pas de porter le nombre des sapeurs-pompiers à 82 hommes répartis en deux sections, utilisant un matériel plus perfectionné ? N'étend-on pas les bureaux de l'octroi au Couronné de Yutz pour réprimer une contrebande active pratiquée par les sentiers d'Illange et les fossés de la porte de Sarrelouis ? Ne poursuit-on pas le rattachement routier de Thionville à toutes les localités importantes du département ?

Pourquoi cet effort, ces dépenses ? Au souci de prestige, manifeste de 1830 à 1840, succède celui d'édifier une commune. Cette tentative est illustrée par la refonte de la cloche du Beffroi qui symbolise parfaitement une aspiration profonde de la municipalité : celle de marquer l'importance de la commune et d'affirmer son originalité face à la centralisation administrative.

Cette période se clôt par une deuxième espérance révolutionnaire à laquelle Thionville adhère fortement, du moins au niveau de son élite. Le peuple apparaît fort peu dans l'étude des registres municipaux sans doute parce qu'il avait parfaitement confiance en ses magistrats qui ont tout fait pour le sortir de son particularisme local sans lui faire renier son identité culturelle.

**Bernard VETZEL**  
Lycée Colbert, Thionville.